Citoyennes, citoyens, camarades

Au nom de

l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI)

(pour la reconstruction de la 4e Internationale)

soutenue par l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme (AJS)

Jacques DUPONT, statisticien à l'I.N.S.Ê.E., candidat

Michel Delamotte, professeur au C.E.S. Émile Zola, Sotteville, suppléant

Les 4 et 11 mars, les 76.000 électeurs de la 4e circonscription de la Seine-Maritime sont appelés à élire un député.

QU'EST-CE QU'UN DÉPUTÉ ?

Aujourd'hui, dans le cadre de la Constitution autoritaire condamnée en 1958 par toutes les organisations ouvrières et démocratiques, le député est envoyé au Parlement pour cinq ans. Pendant cinq ans, il n'aura aucun compte à rendre à ceux qui l'ont élu. Ses électeurs ne pourront exercer aucun contrôle sur son activité. La Constitution actuelle le prive de toute initiative dans le cadre de l'exercice de son mandat parlementaire. POMPIDOU ne vient-il pas de déclarer à l'avance qu'il ne tiendrait aucun compte des résultats du scrutin des 4 et 11 mars ? Le député actuel, l'U.D.R. DE SARNEZ, P.D.G. de grandes sociétés capitalistes, n'a-t-il pas, pendant cinq ans, couvert par son mandat parlementaire, agioté à son propre compte, ce qui lui a permis de voler plus de 152 millions d'A.F. à la Sécurité Sociale et aux Caisses de retraite ? A-t-il rendu le moindre compte de son activité parlementaire — d'ailleurs inexistante — à ses électeurs de la 4e circonscription de la Seine-Maritime ?

Dans une démocratie qui n'aurait pas pour but, comme le système actuel, de protéger les intérêts de la minorité capitaliste et de dissimuler aux yeux de tous les agissements d'affairistes à la DE SARNEZ, dans une démocratie où le seul intérêt public serait l'intérêt du plus grand nombre, l'intérêt de la grande masse des travailleurs et des producteurs, ne serait-il pas juste, ne serait-il pas normal, que le député ait l'obligation de rendre compte à tout moment de son activité ? Ne serait-il pas juste, ne serait-il pas normal que les électeurs puissent à tout moment exercer leur contrôle sur celui qu'ils ont élu ?

Telle était la démocratie ouvrière, la démocratie de l'Etat Ouvrier, la démocratie de la Commune de Paris de 1871, la démocratie des Soviets de LENINE et de TROTSKY en 1917, dans laquelle le député, révocable à tout moment, devait rendre des comptes en permanence.

BATTRE POMPIDOU-MESSMER

Tel n'est certes pas l'enjeu des élections de mars. Elles n'en ont pas moins une grande importance.

Il s'agit en effet d'infliger une défaite à la majorité anti-démocratique qui, depuis quinze ans, a mis le pays en coupe réglée, d'infliger une défaite à l'U.D.R. et à ses associés qui siègent au gouvernement pour servir les intérêts des banquiers et des grands industriels.

Battre l'équipe POMPIDOU-MESSMER, en finir avec DE SARNEZ et ses semblables, c'est en effet le premier pas, indispensable, dans la voie où il faut s'engager pour abroger la Constitution Gaulliste, pour rétablir l'exercice de toutes les libertés ouvrières et démocratiques, pour satisfaire toutes les revendications, toutes légitimes, de l'immense majorité des travailleurs et de la jeunesse, pour avancer vers la seule démocratie véritable, vers la démocratie des conseils, vers le socialisme.

Je suis statisticien à l'I.N.S.E.E.

Je suis amené, professionnellement, à constater, comme chaque travailleur le constate tous les jours,

— **que les prix et les loyers montent sans cesse, rognant peu à peu le pouvoir d'achat ;**

— **que le chômage s'étend, et que les jeunes (non comptabilisés comme chômeurs s'ils n'ont pas encore travaillé !) en sont les premières victimes ;**

— **qu'une fiscalité écrasante et le coût toujours plus élevé du crédit pèsent au seul profit du grand capital, sur toutes les couches de la population laborieuse, travailleurs, commerçants, artisans, exploitants agricoles...**

Mais, aujourd'hui, les statistiques ne couvrent pas la réalité.

On sait que les prix montent... Mais on ne connaît pas les profits des grandes sociétés qui en sont pourtant l'élément décisif...

On sait que le chômage s'aggrave. Mais on ne connaît pas les manœuvres financières qui ont abouti à la fermeture des chantiers du TRAIT, pas plus que les agissements des banquiers qui font disparaître les unes après les autres toutes les usines de la vallée du CAILLY.

On sait que l'impôt saigne les travailleurs, les commerçants, les agriculteurs. Mais on ne sait pas comment l'Etat dépense les sommes prélevées sur le travail.

Et pourtant, tout cela n'est pas fatal, tout cela n'est pas mystérieux, tout cela n'est pas anonyme.

Ainsi, depuis 1967, l'U.D.R. s'attaque systématiquement au démantèlement de la Sécurité Sociale. DE SARNEZ, député U.D.R., retient 152 millions de sommes dues à la S.S. : il participe directement au pillage de cette institution.

Ainsi, l'U.D.R. et ses associés au gouvernement aggravent chaque année le poids de l'impôt. BELPOMME, candidat de la majorité dans notre circonscription, est directeur général de la SODETEG, société contrôlée à 93 % par le groupe THOMSON. Or, le groupe THOMSON vient tout récemment encore de recevoir de l'Etat une nouvelle subvention de 6,5 milliards d'A.F. à fonds perdus, destinée, sous le prétexte transparent « d'aide à la recherche », à assurer sa trésorerie courante.

Les grands trusts comme THOMSON font main basse sur les ressources que l'Etat prélève aux travailleurs par l'impôt. L'Etat finance THOMSON, mais économise sou par sou pour la construction des écoles. Peu importe si vingt jeunes enfants meurent brûlés, comme l'autre semaine à Paris, parce que les normes élémentaires de sécurité n'ont pas été respectées. BELPOMME, lui, peut mener à coup de dizaines de millions une campagne tapageuse dans notre circonscription.

Voilà quelques faits. Il y en a bien d'autres.

Les « statistiques » devraient donner un tableau chiffré de cette réalité, de sorte que les travailleurs, leurs dirigeants, leurs élus, puissent en posséder de manière exacte toutes les données.

Mais, pour que cela soit, il faudrait que les travailleurs puissent connaître ce que bourgeois et patrons trament dans leur dos.

Pour ce faire, il faudrait que, partout, les travailleurs élisent leurs délégués, élisent leurs « députés », et que, dans les usines, les quartiers, les campagnes, des

comités de délégués se réunissent : tel devrait être le contrôle des travailleurs sur la production et la distribution, le contrôle ouvrier qui permettrait de connaître tout ce que les capitalistes veulent aujourd'hui cacher aux travailleurs.

TOUS VICTIMES DU CAPITAL

Mon suppléant, Michel DELAMOTTE, est enseignant.

Nous constatons, comme tous les parents le constatent chaque année, que, sous prétexte de simplifier les études, les directives du ministère de l'Education nationale aboutissent à les rendre de plus en plus compliquées. Personne n'y comprend plus rien. Les élèves, les enseignants, les parents se perdent dans les couloirs et les sections avec leurs différents paliers. Le résultat, c'est l'aggravation des échecs et des retards. Et, plus il y a d'échecs et de retards, moins il y a de débouchés.

Les campagnes, soutenues par toute la presse capitaliste, visant à « ouvrir l'enseignement sur la vie » et à « alléger » les programmes, aboutissent à la « formation » d'élèves ne connaissant plus l'orthographe, mais à qui on apprendra les rudiments tout juste nécessaires pour rejoindre la masse des manœuvres, des O.S., des employés non qualifiés. Sauf pour une minorité d'enfants dont les parents auront les moyens de financer la scolarité.

Telles sont les conséquences d'une réforme, mise en place par M. Edgar FAURE, et appliquée par ses successeurs, MM. GUICHARD et FONTANET, réforme qui démantèle tous les cadres d'enseignement, des écoles maternelles à l'enseignement supérieur.

Former une main-d'œuvre déqualifiée pour « déqualifier » les travailleurs, abaisser leurs salaires, accroître la surexploitation : le lien est évident entre les mesures prises dans l'Education nationale contre les enseignants et les élèves et les conditions de vie et de travail aggravées que les travailleurs de toutes catégories subissent dans les usines, les bureaux, les chantiers.

Si le lien est évident, la réponse doit être identique.

Les 4 et 11 mars, les travailleurs voteront contre les candidats qui font partie de la majorité, les DE SARNEZ et les BELPOMME. Ils voteront contre MARTIN, le candidat « réformateur » de LECANUET, lequel a déclaré être disposé, après les élections, à entrer dans la majorité de POMPIDOU.

Les 4 et 11 mars, pas une voix aux candidats des partis bourgeois.

QUEL GOUVERNEMENT FAUT-IL AUX TRAVAILLEURS ?

Mais quatre candidats se réclamant tous les quatre de la classe ouvrière, se présentent dans la quatrième circonscription de la Seine-Maritime.

Marc MASSION et Colette PRIVAT représentent respectivement le Parti socialiste et le Parti communiste français. Le P.S. et le P.C.F. sont associés, dans le cadre de l'Union de la Gauche, au Parti radical « de gauche » dirigé par Robert FABRE et Maurice FAURE.

Nous posons la question : est-il possible d'attendre d'un gouvernement où les représentants ouvriers siégeraient aux côtés de ministres bourgeois comme Maurice FAURE (l'homme de toutes les combinaisons bourgeoises de la IVᵉ République), comme FILIPPI (lui aussi radical de gauche, banquier et ancien ministre de PÉTAIN), comme LAMIRAULT (radical de gauche également, P.D.G. d'Alfa Roméo), est-il possible d'attendre d'un tel gouvernement qu'il accepte de satisfaire toutes les revendications légitimes des travailleurs ?

Nous disons : vouloir gouverner avec les banquiers et les politiciens affublés de l'étiquette radicale « de gauche », c'est renoncer à l'avance à satisfaire les revendications ouvrières, c'est renoncer à l'avance à l'expropriation sans indemnité ni rachat des banques et des grands trusts, c'est accepter à l'avance le maintien du système de la propriété privée des moyens de production, c'est renoncer à l'avance à s'engager dans la voie du socialisme.

Leur volonté de gouverner avec les radicaux bourgeois a déjà amené le P.C.F. et le P.S. à des concessions d'une extrême gravité :

— ainsi le P.C.F. et le P.S. ont renoncé à combattre pour l'abrogation de la Constitution de la Vᵉ République, condition de la restauration des libertés démocratiques dans notre pays : ils acceptent de gouverner avec POMPIDOU ;

— ainsi le P.C.F. et le P.S. viennent de se prononcer pour l'intégration des curés à l'école publique, liquidant ainsi les fondements mêmes de la laïcité dont les racines plongent dans l'expérience séculaire du peuple français. Il ne s'agit pas de croyances. La religion est une affaire privée. Elle n'a pas à être introduite à l'école dont la laïcité assure le respect des opinions de tous. Introduire les prêtres à l'école publique, c'est violer les consciences de ceux qui, pères et mères de famille, professent une autre opinion.

L'O.C.I. dit : collaborer avec les partis et les hommes de la bourgeoisie, c'est inévitablement, comme en témoigne l'expérience de 1936 et celle de 1944, préparer la remise en selle du patronat et l'élimination rapide des partis ouvriers du gouvernement.

LE PCF ET LE PS DOIVENT ROMPRE AVEC LA BOURGEOISIE

Des millions de travailleurs attendent d'eux qu'ils gouvernent ensemble, sans le secours d'aucun ministre capitaliste, avec le soutien de toute la population laborieuse et de la jeunesse, pour satisfaire toutes les revendications, pour exproprier la minorité capitaliste, pour démanteler les institutions politiques bourgeoises et les grands corps de l'Etat mis en place pour la seule défense des intérêts du capital, pour entreprendre d'édifier le pouvoir de la classe ouvrière, pour s'engager dans la voie du socialisme.

Telle est la politique du Front Unique Ouvrier, telle est la politique de l'O.C.I.

Quant à BODIN, candidat de Lutte Ouvrière, son organisation, comme la Ligue Communiste, se prononce pour l'Union de la Gauche.

Je le dis : si nous pensions que l'Union de la Gauche réalisée par le P.C.F., le P.S. et le Parti des banquiers radicaux de gauche était conforme aux intérêts des travailleurs, l'O.C.I. n'aurait pas présenté de candidats. Je ne me serais pas présenté, parce que je n'aurais pas voulu faire perdre de voix aux candidats de l'Union de la Gauche.

Il faut être clair, et c'est pourquoi je dis : si vous estimez devoir voter pour l'Union de la Gauche, alors, votez pour le P.C.F. ou le P.S.

Mais si vous pensez que le vote que vous allez émettre doit être véritablement un vote de classe, un vote exprimant votre refus de voir le combat ouvrier échouer comme en 1936-38 ou en 1944-47, un vote exprimant votre soutien à ceux qui veulent construire le parti révolutionnaire, alors, vous voterez pour le candidat de l'O.C.I.

Pas une voix aux candidats du capital.

En tout état de cause, au deuxième tour, toutes les voix ouvrières se reporteront sur le candidat du parti ouvrier arrivé en tête au premier tour.

POUR LE SOCIALISME, CLASSE CONTRE CLASSE
POUR UN GOUVERNEMENT P.C.F. - P.S. SANS REPRESENTANT DES PARTIS BOURGEOIS
POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE.

VOTEZ OCI - VOTEZ JACQUES DUPONT

Vu, le candidat.

Imprimerie « ABEXPRESS » - Paris-10ᵉ.